

## Loi « Immigration » de Darmanin : un pas de plus dans la fascisation !



Alors que Macron veut « réarmer » civiquement la France, qu'il propose la généralisation de l'uniforme à l'école et la généralisation pour tous les adolescents de 15 ans du Service National Universel (SNU) - ce qui n'est que la préparation psychologique à la guerre tout court-, il impose dans le même temps une loi raciste dont Marine Le Pen peut logiquement déclarer qu'elle est l'aboutissement d'une « victoire idéologique ».



Cela n'a rien de surprenant quand on pense que cette loi est portée par un Gérald Darmanin qui déclarait sur un plateau télé que Marine Le Pen, dirigeante d'un parti fondé par un ancien Waffen SS, était trop « molle »...

En réalité, dans la stratégie de la bourgeoisie française consistant à faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme/impérialisme, la loi immigration est parfaitement logique puisqu'elle permet de diviser le prolétariat entre « français » et immigrés. Ceux-ci seraient une menace pour l'identité dite « républicaine » et les « valeurs » des travailleurs français (comprendre : la suprématie blanche qui

fonde l'idéologie raciste). L'assimilation du délinquant à l'immigré et à « l'anti-France » trouve ici une transcription institutionnelle.

L'ensemble des dispositions de cette loi permet surtout d'établir des droits différents fondés sur la nationalité entre les travailleurs, la fameuse « préférence nationale » du FN/RN à laquelle Macron devait soi-disant faire barrage. Cette loi inhumaine est donc un gage politique donné aux fascistes par calcul politique.

L'immigration est inévitable : les gens ne quittent pas leur pays parce qu'ils font une étude comparative des systèmes sociaux des pays dont ils voudraient profiter, ils se déplacent en raison de l'appauvrissement de leurs pays causé par les politiques impérialistes des USA et l'UE, et singulièrement de la France en Afrique.

De même l'économie française ne serait pas viable pour la bourgeoisie française sans la main d'œuvre immigrée. La pseudo fermeté affichée par le gouvernement n'est qu'une manière de faire pression sur l'ensemble du salariat en accentuant l'exploitation d'une main d'œuvre qu'il n'est pas possible de faire partir totalement. Surtout, on le voit bien, derrière l'immigré, c'est l'ensemble du prolétariat originaire des anciennes colonies qui souffre de la stigmatisation raciste et en particulier islamophobe.

On voit aussi comment le fait de maintenir dans l'illégalité une partie des travailleurs peut profiter au patronat, comme nous le montre l'exemplaire lutte des travailleurs sans papiers d'Emmaüs ou bien les travailleurs dans les chantiers des JO.

Le Rassemblement Communiste appelle à faire front contre cette loi raciste et cette fuite en avant fascisante de l'État français. Nous avons besoin urgemment d'un mouvement antifasciste, antiraciste et anti-guerre. Le Rassemblement Communiste en appelle à toutes les associations, organisations syndicales et politiques pour construire ce mouvement, seul capable d'endiguer la marche inexorable du fascisme vers le pouvoir.

En attendant, le RC et l'ANC participeront à toutes les initiatives visant à dénoncer cette loi inique.

### Le point de vue d'Hachimia du secteur quartiers Nord de l'ANC 13

La France sombre dans un nouveau chapitre de son histoire, qui lui ôte toute sa raison d'être historique, républicaine et démocratique : L'adoption de la loi immigration.

Adoptée par le Parlement le 19 décembre 2023 dans un contexte national de crise sociale, économique et climatique, elle nous rappelle à quel point l'extrême droite a toujours pratiqué un nationalisme paradoxal toujours et uniquement porté contre les autres, comme si cela constituait une urgence absolue pour la France face à ses enjeux actuels.

Cette loi est la traduction évidente d'une menace aux droits humains, aux droits sociaux, au droit de la santé, au droit de l'enfant, au droit constitutionnel, au droit international.

Elle condamne injustement les plus pauvres et les exilés du monde entier avec des mesures extrêmement répressives, ce qui est une honte et un aveu d'immoralité aux yeux de l'humanité. Ce qui est un non-sens dans un pays qui proclame haut et fort les Droits de l'Homme.

Le constat est là : la France se renferme sur elle-même. La France se renferme dans la haine. Mais comment en sommes-nous arrivés là ? De l'accueil massif et fraternel de citoyens et de combattants immigrés au 19e siècle, à la "chasse" aux étrangers ?

Nous en sommes arrivés là par la montée à grande vitesse de la haine, l'intolérance, le racisme, l'islamophobie et la xénophobie, pratiqués et implémentés de façon indirecte dans cette loi par de nombreuses personnalités politiques de droite et d'extrême droite.

Il y a des coupables à ce qu'il s'est produit mais aussi à ce qu'il se produira. La loi immigration est le rempart parfait pour apporter division et misère du peuple français dans sa diversité, crise géopolitique et pourquoi pas, guerre civile.

Ce sont les choix politiques d'un pays qui crée son avenir. En adoptant cette loi la France a scellé le sien. Renoncer au maintien de son plein développement et à l'honneur de ses valeurs les plus précieuses par pure bêtise et irresponsabilité politique, chose qui ne sera pas sans conséquence pour les décennies à suivre.

## Gaza : où vient s'échouer la rage de l'impérialisme en déshérence.

Le déluge de bombes sur Gaza depuis octobre est une nouvelle escalade dans le projet impérialo-sioniste pour poursuivre la colonisation-expulsion du peuple palestinien, et préserver/maintenir la domination et les intérêts US dans la région. Le déluge frappe ceux qui essaient de fuir, les écoles, les camps de réfugiés, les édifices religieux et même les hôpitaux. Elle utilise de petits hélicoptères télécommandés pour terroriser la population. En chassant de chez eux la grande majorité de la population, l'occupant détruit le tissu social. De même, en Cisjordanie, l'armée prête main forte aux colons dans des attaques conjointes contre les civils : les populations des villes, les paysans, les Bédouins. Certains des ministres

parlent ouvertement d'expulsions de masse, de déportations.

### Mais tout cela vient de loin et ne date pas d'hier !

A celles et ceux qui croient que ce n'est qu'une réponse « disproportionnée » à l'attaque du 7 octobre, nous rappellerons la phrase de **PALMERTSON**, ministre des affaires étrangères de l'empire britannique de 1830 à 1851 : « nous voulons créer un foyer national juif au cœur de l'empire ottoman pour garder la porte de l'Est ouverte au commerce et aux troupes britanniques ».

En 1907, devant la richesse en ressources naturelles du Moyen-Orient, l'impérialisme

anglais, proposa, dans un rapport secret (Le rapport Campbell Bannerman) de :

- *Promouvoir la désintégration, la division et la désunion dans la région ;*
- *Mettre en place des entités politiques faibles et artificielles contrôlées par les puissances impérialistes régionales ;*
- *Lutter contre toute sorte d'affinités intellectuelles, religieuses ou historiques et prendre des mesures pratiques pour fractionner les habitants de la région.*

La déclaration Balfour, en 1917, n'en représenta que le premier élément, car pour atteindre cet objectif, on a implanté Israël en plein cœur de la Palestine, soit, selon le rapport Bannerman, une « forte présence étrangère hostile à ses voisins, solidaire avec les pays européens et au service de leurs intérêts. » Depuis les USA ont pris le relais.

Et le 29 Novembre 1947 à l'ONU, après 3 mois de « magouilles » et le retournement inattendu de l'Union Soviétique et de ses satellites, l'assemblée générale reconnaissait le plan de partage de la Palestine, avec un état Juif, un état arabe et Jérusalem sous administration internationale. C'était la première fois dans l'histoire humaine qu'une assemblée, créée pour assurer la Paix sur Terre, prenait la décision de « donner la terre d'un peuple » à une communauté religieuse.

#### **De quel droit ?**

C'est le « *péché originel* » d'une situation qui risque de nous entraîner dans une guerre sanglante et sans fin.

Depuis le début, impérialisme et colonisation vont de pair. Par endroits, derrière le statut « d'indépendance », il persiste une colonisation de domination et de pillage (Afrique de l'Ouest, Comores...), à d'autres endroits il y a eu une volonté de peuplement qui a alors impliqué la disparition des premiers habitants (indiens des Amériques, aborigènes d'Australie, maoris de Nouvelle-Zélande etc...).

Dans tous les cas, ces politiques se sont heurtées et se heurtent encore à la résistance des peuples. Pour l'impérialisme

français, l'Algérie, en a été un exemple retentissant. Pas étonnant que le parallèle avec ce pays soit fait par les jeunes générations qui manifestent aujourd'hui pour le droit du peuple palestinien de refuser obstinément de quitter sa terre.

L'état sioniste a été condamné plus de 50 fois en vain par l'ONU mais est néanmoins porteuse d'espoir et d'aide à la mobilisation, la démarche devant la Cour Internationale de Justice où la courageuse Afrique du Sud affirme qu'« Israël a une intention génocidaire contre les Palestiniens de Gaza ». Ce qui est la pure vérité !

Nous devons non seulement imposer un cessez-le-feu et le retrait de l'armée israélienne de Gaza et de Cisjordanie, mais aussi la libération de tous les prisonniers, la fin de la colonisation, l'application du droit au retour des familles palestiniennes :



Le motif du dernier tee-shirt Palestine de l'ANC

- Exigeons le blocage des livraisons d'armes françaises,
- Créons des difficultés de fonctionnement sur les lieux stratégiques de production, stockage, embarquement, transbordement...
- Manifestons notre soutien indéfectible à la Palestine martyrisée et en obtenant en France la libération de **Georges Ibrahim Abdallah**.

**ANC**

## L'indispensable bataille pour la paix : Guerre à la guerre !

Dans son récent ouvrage, *La défaite de l'Occident*, Emmanuel Todd constate que les États-Unis et leurs associés impérialistes ne savent plus réagir à chaque crise internationale que sous une forme violente, ce qui leur a permis de donner le 8 octobre 2023 un permis illimité de tuer à Israël. Cette « réaction » notée par Todd va en fait bien plus loin qu'une manifestation de nihilisme d'une civilisation en perdition, elle témoigne certes de la décadence morale des élites impérialistes qui dominent nos pays mais elle est aussi le résultat du renforcement constant du poids du complexe militaro-industriel capitaliste aux dépens des productions civiles utiles au progrès économique et social des populations. Ce à quoi ont abouti les délocalisations dans les pays à bas salaires.

La lutte pour la paix, contre la militarisation de nos sociétés et donc aussi contre leur néo fascisation et contre nos va-t'en guerre n'est donc pas seulement une exigence morale, elle complète notre combat pour la défense des entreprises existantes et pour la promotion d'une politique de réindustrialisation de notre pays. Qui ne peut se faire que dans le cadre d'une politique économique planifiée par un pouvoir d'État sous contrôle populaire privilégiant les investissements socialement rentables, productifs, créatifs, aux dépens des marchands de mort. Le combat contre l'envoi d'armes en Ukraine ou en Israël, contre la présence de mercenaires français en Ukraine ou en Israël, contre la présence des troupes françaises en Afrique, contre la présence de troupes US en Europe et ailleurs dans le monde, pour la sortie de l'OTAN et de l'Union européenne statutairement associée à l'OTAN, c'est aussi le combat pour la reconstruction de nos forces productives, pour le développement de la recherche scientifique et pour le progrès social. Ce n'est

qu'à ces conditions que l'on pourra terrasser la bête du fascisme et du racisme qui renaît parce qu'elle correspond aux intérêts meurtriers des marchands de mort courant pour multiplier leurs taux de profit. Profits dont nous, les salariés, les travailleurs, les précaires et les chômeurs, recevons de moins en moins de miettes, baisse tendancielle du taux de profit oblige. L'impérialisme, le capitalisme tardif en fait, est arrivé en bout de course depuis que la terre entière a été soumise aux règles et aux tarifs « mondialisés », qu'il n'y a plus de nouveaux marchés à conquérir et que des peuples ou même des bourgeoisies locales ont décidé de promouvoir un développement du territoire où ils habitent, travaillent, produisent et créent. Ce qui explique la naissance de puissances contre-hégémoniques comme la Chine ou la Russie ou d'États ayant fait des choix s'opposant au « capitalisme sans frontières » comme Cuba, le Venezuela, la Corée du nord, le Nicaragua, la Biélorussie, l'Iran ou l'Erythrée. États se retrouvant donc tous dans la ligne de mire des États-Unis et de l'OTAN.

Nous devons donc mener notre combat pour la paix en France pour littéralement désarmer nos pouvoirs qui ont failli à remplir les engagements pour lesquels se sont battus nos aînés et qui ont été gravés dans nos textes fondateurs, la France étant décrétée une « République sociale » ayant pour principe « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » et signataire de la Charte des Nations Unies interdisant l'usage de la force en dehors du droit de légitime défense. Or aucun pays n'agresse ni ne menace la France, il n'y a donc aucune raison de mener des politiques d'alliances et d'expansion militaires hors de notre territoire, et a fortiori d'envoyer des armes à des États en guerre.

## **Notre Belle étoile va cesser de briller, du moins sous ces "socialistes" (sic) cieux si inhospitaliers à son égard.**

**Nos amis et camarades de Jolie Môme nous donnent des nouvelles...**

Voilà bien longtemps que nous vous laissons sans nouvelles alors vous vous dites ; chouette ! **Pas de nouvelles, bonnes nouvelles !**

Bof, comme quoi certains adages n'ont aucun sens... Quoi que.. ? **Pot de terre contre pot de fer** s'avère malheureusement une fois de plus exact et sans surprise, malgré l'accompagnement gracieux de ténors du barreau parisien, la municipalité de Saint-Denis n'a pas bougé d'un iota à notre encontre ; aucune reconnaissance du travail effectué pendant 19 ans, de la mise en état, de la conception et mise en œuvre du lieu, aucun dédommagement de notre saison spoliée... Seulement une indemnisation (a priori) de nos frais de déménagement et un délai de 5 semaines accordé pour mettre en œuvre ledit déménagement.

Méthode autoritaire dans le vent...

Alors, malgré **une pétition de bientôt 10000 signataires, un gros comité de soutien, moult personnalités politiques ou artistiques, les médias**, nous voilà *Gros-Jean comme*

*devant* et depuis notre mobilisation de mi-décembre avec Hyper Nova, nous trions, rangeons, jetons, donnons, recyclons nos costumes, décors, matériel technique, archives, matériaux, documentations, mobiliers... Nous cherchons aussi activement une nouvelle terre d'accueil... quelques pistes... à suivre... Nous savons que beaucoup d'entre vous cherchent de leur côté. Merci !

L'idéal étant un lieu où l'on puisse se produire, accueillir d'autres spectacles, concerts, débats, soutiens, rencontres... évidemment politiques ! Transports en commun à proximité...

**Pour tout savoir, joignez-vous à nous le 3 février à 14 heures conférence de presse, et dès 13 heures rassemblement en musique devant La Belle Étoile qui s'éteindra officiellement avant d'aller briller sous de meilleurs auspices.**



## **Fusion RC -ANC**

Nous l'annonçons dans le numéro précédent, le RC (rassemblement communiste, issu de la coordination communiste des années 90/2000 en particulier dans le Nord) et l'ANC, créée en 2016 ont décidé de fusionner. Déjà **Saïd BOUAMAMA**, membre du RC et en accord avec celui-ci, avait accepté au printemps dernier de prendre la présidence de notre association de formation, Le Cercle Manouchian. Cet automne un pas supplémentaire, a donc été franchi. Dans cette perspective, une commission nationale de fusion a été constituée se réunit le 1<sup>er</sup> jeudi de chaque mois. Actualisation de nos textes fondamentaux, mutualisation de nos outils de propagande, refonte des commissions nationales existantes : le chantier est vaste et doit être terminé pour le **congrès de fusion qui aura lieu les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre 2024.**

Prochaine réunion de la commission : **jeudi 1<sup>er</sup> février**

## Pas de pays sans paysannes et paysans nombreux et rémunérés

### Rompre avec le libre échange

Face au ras-le-bol agricole, la Confédération paysanne dénonce les conséquences du libéralisme économique et propose une voie de sortie en rupture avec le dogme du libre-échange. Les mobilisations d'agricultrices et agriculteurs en France et en Europe, dont les dernières dans le Sud-Ouest, sont le symptôme d'une crise profonde de la rémunération et de la reconnaissance des paysans. Cette crise est la conséquence directe des politiques économiques ultralibérales menées depuis plusieurs décennies par l'Etat et l'Union Européenne, en cogestion avec la FNSEA au niveau national et le COPA-COGECA au niveau européen.

La Confédération paysanne souhaite que la colère dans nos campagnes soit enfin entendue et suivie d'effets sur la question du revenu agricole. Nous demandons solennellement au président de la République Emmanuel Macron deux mesures concrètes et immédiates :

- ▶ L'arrêt définitif des négociations de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, un moratoire sur tous les autres accords commerciaux en négociation et un réexamen de tous les accords en vigueur, concernant la concurrence déloyale engendrée par cette politique de libre-échange, y compris au sein de l'Union Européenne.
- ▶ Une loi interdisant enfin l'achat de nos produits agricoles en-dessous de leur prix de revient. La loi espagnole sur les chaînes alimentaires est ainsi un exemple possible d'instauration de prix planchers. Alors que la grogne s'accroît sur les territoires, nous mettons en garde contre les mirages proposés aux agriculteurs par le gouvernement et d'autres syndicats

agricoles, mirages qui servent à cacher les réelles causes de cette situation :

Le mirage d'une "suppression des normes" qui résoudrait tous les problèmes. La réelle problématique est notre revenu paysan, pas l'existence de normes. Bien sûr, des obligations administratives excessives pèsent sur notre quotidien. Mais, supprimer toutes les normes va au contraire dans le sens d'une plus grande libéralisation, d'une concurrence de tous contre tous. Ce serait une fuite en avant destructrice, car les normes peuvent être aussi protectrices sur le plan de notre santé, de notre environnement et de notre revenu.



Nos droits sociaux sont ainsi à préserver. Nous refusons d'entrer dans le jeu d'un combat sans merci sur un marché mondialisé, qui ne fait les affaires que de grandes multinationales et de quelques-uns et fait disparaître les paysans encore et encore. Affaiblir les normes pour la "compétitivité" si chère à la FNSEA sert d'ailleurs à justifier par la suite la poursuite du libre-échange et la mise en concurrence des paysans du monde entier...

**Confédération Paysanne.**

## La Chine est-elle notre ennemie ?

En décembre 2023, à l'invitation du département international du PCC, deux militantes de l'ANC ont visité les villes de Pékin, de Nanning (située dans la province autonome Zhuang du Guangxi, une région côtière du Sud du pays à la frontière avec le Vietnam et siège de l'ASEAN) et de Shenzhen (la 1<sup>ère</sup> zone économique spéciale à avoir été créée lors de l'ouverture économique de la Chine en 1979 et une des villes les plus développées du pays).

Visites d'entreprises de haute technologie et de projets pilotes culturels et environnementaux, rencontres avec des dirigeants locaux et nationaux du pays, pendant une semaine, nous avons pu apprendre à mieux connaître les politiques de développement économique mises en place par le PCC dans les domaines du développement durable, de la lutte contre la pauvreté, de l'intégration des minorités nationales, du développement économique appuyé sur le développement scientifique et de la politique internationale de la Chine. Soit autant de sujets sur lesquels la Chine est vivement attaquée dans le monde occidental, tant par les classes dominantes capitalistes que par certaines organisations se réclamant de la gauche radicale voire révolutionnaire.

Dans un contexte de crise économique mondiale et de déclin irrémédiable des

impérialismes occidentaux, cette hostilité à l'égard de la Chine n'a rien de surprenante : dominée pendant un siècle par les puissances européennes puis japonaise, la Chine est passé d'un des pays les plus pauvres du monde en 1949 à la deuxième économie mondiale, pionnière dans certains secteurs économiques à haute valeur ajoutée (comme la 5G et les véhicules électriques) et

premier partenaire commercial d'un très grand nombre de pays du Sud global auparavant totalement inféodés aux intérêts des multinationales occidentales, la défense des droits de l'homme et de la « démocratie libérale » n'étant qu'un prétexte pour justifier leur bellicisme.

Plus étonnantes sont les attaques des organisations politiques de gauche. Leur argument principal pour vouer le PCC aux gémonies et le renvoyer dos-à-dos avec les USA ou l'UE ? Le programme de « réforme et d'ouverture » initiée dans les années 80 (ouverture de l'économie chinoise aux capitaux étrangers pour financer le développement des forces productives du pays) n'aurait été qu'un moyen d'acter un processus de transition vers le capitalisme aujourd'hui totalement achevé, jusqu'à devenir une puissance impérialiste dominante.



Or, cette analyse fait peu de cas de la complexité de la nature du régime chinois qui, s'il a indéniablement intégré l'économie de marché et la mondialisation capitaliste n'en conserve pas moins la propriété des principaux secteurs stratégiques de la Chine ainsi que la terre. Par ailleurs, le PCC a élaboré une véritable stratégie de développement à moyen et long terme qui lui a permis d'éradiquer la pauvreté absolue en 2020 et qu'elle poursuit aujourd'hui en travaillant activement à la résorption des

inégalités internes entre les zones urbaines et rurales et entre les riches provinces côtières de l'Est et celles, moins développées, de l'Ouest du pays. (...)

Le PCC a donc un véritable projet de développement, cohérent et à long terme et prenant en compte les contraintes en termes de financement (tout cela coûte énormément d'argent). Article complet et reportage sur [www.ancommunistes.fr](http://www.ancommunistes.fr)

L'existence de ces programmes, caractéristiques d'une économie socialisée, ne doit pas pour autant nous empêcher de pointer du doigt les contradictions qui traversent le PCC, cette immense structure forte de 94 millions de membres (soit 1 pour 14 habitants), qui maille l'ensemble du territoire (...) et qui constitue une « double ligne de gouvernance », à côté des instances gouvernementales à proprement dites. (...)

Par ailleurs, l'adoption d'une économie de marché a permis l'émergence d'une classe capitaliste extrêmement riche, représentée au sein même des instances dirigeantes du PCC et qui remet progressivement en cause le contrôle de l'Etat sur le marché, avec son lot de corruption à toutes les échelles. Enfin, la naissance d'une classe moyenne nombreuse et bien formée a introduit une forme d'individualisme jusque-là inconnu en Chine et qui met en péril le principe du primat de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel qui avait rendu possible cet immense effort collectif qu'a représenté le développement économique fulgurant du pays en 75 ans.

Ainsi, le PCC est traversé par des contradictions et une lutte des classes très

fortes et si la nomination de Xi Jinping à la tête du PCC en 2012 semble l'avoir infléchi en faveur de davantage de dirigisme, la situation difficile que connaît actuellement le pays pourrait changer la donne. C'est pourquoi notre responsabilité en tant que communistes est de tenter de comprendre les dynamiques internes du pays et de rester attentifs à leurs évolutions.

Ainsi, renvoyer dos-à-dos la Chine et les pays impérialistes du Nord comme le font certaines organisations est une erreur d'analyse qui pourrait avoir de grandes conséquences en cette période d'augmentation de la conflictualité mondiale voulue et organisée par les puissances impérialistes affiliées à l'OTAN. (...)

À l'inverse, la Chine, à condition de ne pas remettre en cause le statut de Taiwan comme partie intégrante du pays (qui est la ligne rouge à ne pas dépasser), refuse de céder aux provocations nombreuses dont elle est l'objet, qu'il s'agisse des sanctions économiques, de la présence illégale de navires de guerre dans ses eaux territoriales, etc (...)

Bien entendu, ce pacifisme foncier du PCC n'est pas mû uniquement par des considérations humanitaires (...), elle n'en a pas moins le même intérêt que l'ensemble des populations de la planète, qui sont et seront les premières victimes de la guerre et de son lot de mort, de destruction et de misère. Ainsi, sans jamais idéaliser les choix politiques et économiques du PCC ni nier les contradictions profondes qui le traversent, il serait opportun de ne pas se tromper de cible : non, la Chine n'est pas notre ennemi.